

à M. Clémentel la crainte de difficultés intérieures graves, si l'Angleterre était amenée à des restrictions trop sévères. Il considérait par suite la coopération américaine comme indispensable avant toute décision. L'atmosphère était telle, le soir du 31 octobre, dans la délégation française où figuraient de nouveau MM. Painlevé et Franklin-Bouillon, que certains de ses membres estimaient l'heure venue, après l'échec inévitable de la négociation engagée par M. Clémentel, d'accepter les offres anglaises de simples secours de ravitaillement.

Un dernier fait, à la veille de la réunion du Cabinet de Guerre, allait éclairer d'une façon plus significative encore la délégation française sur les intentions définitives du gouvernement anglais. Le gouvernement anglais faisait connaître qu'en plus des 30.000 tonnes de farine et des 30.000 tonnes de blé déjà allouées, il décidait d'accorder une nouvelle aide immédiate pour le transport du blé, par voie de déroutement du tonnage affecté à l'importation des céréales en Grande-Bretagne : 100.000 tonnes, chargement novembre, et une quantité au moins égale, chargement décembre.

Le Président du *Wheat Executive*, M. Beale, indiquait, en transmettant cette décision, que l'aide immédiate accordée aux gouvernements français et italien aurait pour conséquence l'envoi en France et en Italie de la totalité des cargos actuellement chargés en céréales pour la Grande-Bretagne.

Le même soir, à 3 heures, M. Lloyd George dépêchait enfin Lord Milner à M. Clémentel pour juger des effets apaisants que cette preuve de bonne volonté du gouvernement anglais avait dû avoir sur les Français. Aux yeux de Lord Milner, la France avait reçu complète satisfaction et, la coopération franco-anglaise étant en voie d'application, M. Clémentel n'avait plus qu'à se joindre à Sir Albert Stanley pour se rendre en Amérique.

Mais M. Clémentel resta intransigeant, et insista sur l'adoption du principe du *pool* du tonnage, étant donné l'écart formidable pour la France entre le total de ses besoins et le total de ses moyens. Lord Milner lui répondit qu'il préférerait de beaucoup à ces questions de principe les solutions concrètes. « S'il